



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 LaurierSt./ 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Infrastructure Maintenance and Solution Services
Division (FK)

L'Esplanade Laurier,

East Tower 4th Floor

L'Esplanade Laurier,

Tour est 4e étage

140 O'Connor, Street

Ottawa

Ontario

K1A 0R5

Title - Sujet ELEVATING DEVICE INSPECTION INSPECTION D'APPAREILS ÉLEVATEUR	
Solicitation No. - N° de l'invitation EJ196-220045/A	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client 20220045	Date 2021-12-09
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$FK-301-80663	
File No. - N° de dossier fk301.EJ196-220045	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2022-01-06 Heure Normale du l'Est HNE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Ruest, Stéfan	Buyer Id - Id de l'acheteur fk301
Telephone No. - N° de téléphone (613) 295-7625 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-3600
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation
EJ196-220045/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
20220045

Amd. No. - N° de la modif.
001
File No. - N° du dossier
fk301.EJ196-220045

Buyer ID - Id de l'acheteur
fk301
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

La modification 001 est émise pour:

- 1) Modifier la clause 5.2.6 et 5.2.6.1 Exigence de vaccination contre la COVID-19;
- 2) Modifier la clause 7.2.1 Conditions générales;
- 3) Modifier la clause 7.11 Ordre de priorité des documents; et
- 4) Pour répondre aux questions reçues.

SUPPRIMER la clause 5.2.6 et 5.2.6.1 Exigence de vaccination contre la COVID-19 et la REPLACER PAR:

5.2.6 Exigence de vaccination contre la COVID-19

5.2.6.1 Clause du Guide des CCUA A3080T – Exigence de vaccination contre la COVID-19

Selon la Politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs, tous les soumissionnaires doivent fournir, avec leur soumission, l'attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19 jointe à cette demande de soumissions afin que leur soumission puisse être considérée davantage. Cette attestation jointe à la demande de soumissions à la date de clôture est jointe au contrat qui en découle et fait partie intégrante du contrat.

Attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19

Je, _____ (prénom et nom de famille), en tant que représentant de
_____ (nom de l'entreprise), dans le cadre de la demande de
soumissions numéro _____ (insérer le numéro de la demande de
soumissions), garantis et atteste que tous les membres du personnel que
_____ (nom de l'entreprise) fournira dans le cadre du présent
contrat et qui accèdent aux lieux de travail du gouvernement fédéral où ils peuvent être en contact avec
les fonctionnaires seront :

- (a) entièrement vaccinés contre la COVID-19;
- (b) à moins de ne pouvoir être vaccinés en raison d'une contre-indication médicale certifiée, de la religion ou d'autres motifs de discrimination interdits en vertu de la *Loi canadienne sur droits de la personne*, à condition que des mesures d'adaptation et d'atténuation aient été présentées au gouvernement du Canada et approuvées par celui-ci; ou
- (c) partiellement vaccinés contre la COVID-19 pour une période allant jusqu'à 10 semaines à partir de la date où ils ont reçu la première dose et qui font l'objet de mesures temporaires qui ont été présentées au gouvernement du Canada et approuvées par le gouvernement du Canada, période après laquelle le personnel des fournisseurs satisfera aux conditions (a) ou (b) ou alors ne pourra plus avoir accès aux lieux de travail du gouvernement du Canada où ils pourraient entrer en contact avec des fonctionnaires dans le cadre de ce contrat;

jusqu'à ce que le gouvernement du Canada indique que l'exigence de vaccination contre la COVID-19 de la politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs ne soit plus en vigueur.

J'atteste que tous les membres du personnel fournis par _____ (nom de l'entreprise) ont été informés des exigences de vaccination contre la COVID-19 de la Politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs, et que _____ (nom de l'entreprise) a attesté qu'elle s'est conformée à cette exigence.

J'atteste l'exactitude des renseignements fournis à la date indiquée ci-dessous et assure qu'ils le demeureront pendant toute la durée du contrat. Je comprends que les attestations fournies au gouvernement du Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends également

que le gouvernement du Canada considérera que l'entrepreneur n'a pas respecté ses engagements s'il découvre qu'une attestation est fausse pendant la période de soumission des propositions ou de contrat, qu'il s'agisse d'une erreur ou d'un acte délibéré. Le gouvernement du Canada se réserve le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier l'attestation d'un soumissionnaire. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le gouvernement du Canada peut constituer un manquement au contrat.

Signature : _____

Date : _____

Facultatif

À des fins de collecte de données uniquement, veuillez apposer vos initiales ci-dessous si votre entreprise a déjà mis en vigueur sa propre politique de vaccination contre la COVID-19 ou des exigences en la matière pour ses employés. Le fait d'apposer vos initiales ci-dessous **ne remplace pas** l'obligation de remplir l'attestation ci-dessus.

Initiales : _____

Selon la politique de vaccination contre la COVID-19 du gouvernement du Canada relative au personnel des fournisseurs, les renseignements que vous avez fournis seront protégés, utilisés, conservés et divulgués conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Veuillez prendre note que vous avez le droit d'accéder à tout renseignement dans votre dossier et d'y apporter des corrections, et que vous avez le droit de déposer une plainte auprès du Bureau du commissariat à la protection de la vie privée concernant le traitement de vos renseignements personnels. Ces droits s'appliquent également à toutes les personnes qui sont considérées comme membres du personnel aux fins du contrat et qui doivent accéder les lieux de travail du gouvernement du Canada où ils pourraient entrer en contact avec des fonctionnaires.

SUPPRIMER la clause 7.2.1 Conditions générales et la REPLACER PAR:

2035 (2021-12-02), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

SUPPRIMER la clause 7.11 Ordre de priorité des documents et la REPLACER PAR:

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- c) les conditions générales – 2035 (2021-12-02);
- d) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- e) l'Annexe « A-1 », l'inventaire des appareils;
- f) l'Annexe « B », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- h) les autorisations de tâches signées (y compris toutes les annexes, s'il y a lieu);
- i) la soumission de l'entrepreneur datée du _____.

Question 1:

Les responsables des immeubles dotés d'escaliers mécaniques seront-ils chargés d'assurer la présence d'une équipe du fournisseur de services d'entretien aux fins d'inspection des escaliers mécaniques (c.-à-d. pour enlever les marches et faire fonctionner l'escalier mécanique pendant les inspections)?

Réponse 1:

Oui, le responsable de l'immeuble doit assurer la présence d'une équipe pour faciliter les inspections de l'escalier mécanique.

Question 2:

Y a-t-il des emplacements pour lesquels une cote de sécurité autre que « Secret » est requise (p. ex. MDN, SCRS, CSTC, qui pourraient avoir des exigences dépassant la cote de sécurité standard de niveau « Secret »)? Si oui, veuillez préciser quelles seront ces exigences.

Réponse 2:

Non.

Question 3:

La DP mentionne que des inspections de suivi **doivent** être réalisées par un inspecteur après une inspection périodique en raison de l'émission de directives/orientations visant à veiller au fonctionnement sécuritaire de l'appareil (caractères gras utilisés pour faire ressortir l'élément). L'autorité contractante peut-elle confirmer si cette exigence s'applique à toutes les directives qui ont une incidence sur le fonctionnement sécuritaire de l'appareil, ou seulement aux directives qui entraînent la mise hors service de l'appareil? Par exemple, s'il y avait une directive en cas de pression élevée dans les portes, une inspection de suivi serait-elle automatiquement déclenchée, ou le serait-elle seulement lors de la mise hors service d'un ascenseur selon la matrice de classement des dangers à la section 1.17? Dans l'exemple d'une pression élevée dans les portes, la situation aurait quand même une incidence sur le fonctionnement sécuritaire de l'appareil, mais elle correspondrait sans doute au niveau de gravité « blessure mineure » et de probabilité « possible », ce qui veut dire que d'après la matrice de classement des dangers, l'appareil pourrait être laissé en service; il n'est pas clair si une telle occurrence déclencherait une inspection de suivi ou non.

Réponse 3:

Les inspections de suivi seraient requises dans le cas des rapports d'inspection pour lesquels la conformité volontaire (EDT 1.15) n'est pas offerte. Les offres de conformité volontaire peuvent être orientées en fonction de la matrice des dangers (EDT 1.17) fournie. Il sera à la discrétion du fournisseur d'offrir la conformité volontaire pour les demandes d'inspection. L'intention de l'énoncé n'est pas de faire en sorte que tous les rapports d'inspection entraînent des inspections de suivi dans l'intérêt du fournisseur. Une justification pourrait être demandée par le responsable technique dans le cas de rapports pour lesquels des ordonnances standards sont émises et la conformité volontaire n'est pas accordée.

Question 4:

Les exigences de l'autorité compétente et les modifications de codes au niveau provincial peuvent-elles s'appliquer aux inspections périodiques? Même si elles ne sont pas catégoriquement applicables aux propriétés fédérales, les projets d'installation et de rénovation suivent souvent les exigences provinciales. Les exigences de l'autorité compétente influencent aussi habituellement les exigences en matière d'entretien. Par exemple, l'exigence B44 n'impose aucune fréquence d'entretien obligatoire, mais les autorités provinciales compétentes établissent quant à elles des fréquences minimales. Si les exigences provinciales ne s'appliquent pas, le responsable technique peut-il confirmer que le proposant retenu devra se conformer à des exigences autres que les exigences B44/B44.2 qui s'appliqueraient (particulièrement en ce qui a trait aux fréquences d'entretien)? Il serait entendu que même si le responsable technique accepte généralement que les exigences de l'autorité compétente s'appliquent (la voie que nous recommandons), il pourrait souhaiter tout de même omettre des exigences précises (p. ex. exigences rétroactives concernant les barres de toit de cabines en Ontario).

Réponse 4:

Les exigences de l'autorité compétente provinciale (p. ex. ordonnance du directeur/de la Division de gestion des marchés) n'ont pas force exécutoire dans les emplacements fédéraux; toutefois, selon le point 1.14.2.11 de l'EDT, elles devraient figurer à titre de recommandations dans le(s) rapport(s). Les normes d'entretien sont indiquées dans l'inventaire, et les fréquences applicables dans les registres sur place. À titre d'exemple, pour les appareils conformes à la norme ASME A17.1/CSA B44-10, section 8.6,

le programme de contrôle de maintenance de SPAC est utilisé sur place. Les fréquences, telles qu'elles sont requises dans le contrat, y sont indiquées.

Question 5:

Si les exigences B44/B44.2 s'appliquent telles quelles et que les exigences/modifications provinciales ne s'appliquent pas, le responsable technique peut-il donc confirmer que l'exigence d'« essais périodiques » (p. ex. : B44-10 8.11.1.1.2a) ne fait pas partie du contrat en question? Très peu d'autorités compétentes adoptent ou appliquent l'exigence d'« essais périodiques », qui rend nécessaire la présence d'un inspecteur témoignant de l'achèvement de tous les essais/tâches d'entretien prévus dans le code pendant les inspections périodiques (ce qui nécessiterait la présence d'un inspecteur lors de l'exécution de toutes les tâches périodiques/de catégorie, et durerait vraisemblablement une journée complète par appareil; ce qui, de toute évidence, ne correspond pas à l'approche traditionnelle de TPSGC relativement aux inspections annuelles, et entraînerait une importante augmentation des coûts).

Réponse 5:

Nous confirmons que la présence d'un témoin n'est pas nécessaire pour les essais périodiques et de catégorie.

Question 6:

TPSGC fournira-t-il au proposant retenu une liste des personnes-ressources pour chaque immeuble?

Réponse 6:

Les noms des personnes-ressources pour la communication des rapports seront fournis.

Question 7:

Peut l'Autorité contractante confirmer lequel des documents de la section 5.2 est catégoriquement obligatoire, en dehors de l'attestation covid ? Plusieurs de ces soumissions semblent n'être requises que « le cas échéant ». Il semble qu'aucune des exigences (autre que l'attestation covid) ne s'applique à notre entreprise ou ne soit une exigence de base, mais nous ne voulons pas manquer par erreur une exigence obligatoire.

Réponse 7:

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

Question 8:

J'aimerais avoir une confirmation s'il s'agit bien d'un contrat d'entretiens d'ascenseurs ou si cet appel d'offre est pour engager une compagnie de consultants d'ascenseurs?

Réponse 8:

Veuillez-vous référer à l'énoncé des travaux Section 1.1 & 1.2

*** TOUTES LES AUTRES CONDITIONS RESTENT INCHANGÉES ***